



Agir pour  
la biodiversité

# Demande de dérogation aux interdictions liées aux espèces protégées Cigogne blanche (*Ciconia ciconia*)

Années 2025, 2026 et 2027



## Le contexte

---

### Généralités

En Alsace, jusqu'en 2016, les situations problématiques impliquant des nids de cigognes étaient gérées par l'Association pour la Protection et la Réintroduction des Cigognes en Alsace Lorraine (APRECIAL), qui intervenait dans les départements de la Moselle (57), du Bas-Rhin (67) et du Haut-Rhin (68). Suite à la dissolution de l'APRECIAL en juin 2016, il n'existait plus de structure disposant d'une dérogation pour intervenir sur des nids de cigognes « problématiques » de manière permanente. Ainsi, chaque sollicitation pour une intervention sur un nid devait faire l'objet d'une demande de dérogation, instruite par la DREAL Grand-Est.

En Lorraine et en Champagne-Ardenne, chaque sollicitation était également traitée de manière isolée, avec une demande de dérogation systématique. La DREAL Grand-Est s'appuyant sur le réseau des associations de protection de la nature présent sur ces territoires (LPO, ReNard...).

Dans un souci d'allègement des démarches administratives et de réduction des délais d'intervention, la DREAL Grand Est a confié depuis 2018 à la LPO Coordination Grand Est et son réseau de partenaires, la gestion directe des demandes liées à des nids problématiques de Cigogne blanche, dans le cadre d'une dérogation globale. Depuis 2020, cette dérogation s'est étendue également aux demandes émanant des gestionnaires de distribution et de transport d'électricité avec lesquelles les associations référentes disposent d'une convention. L'objectif étant d'englober plus précisément les situations d'urgence sur le réseau électrique.

Cette dérogation globale a été renouvelée en 2021 et aujourd'hui, la LPO Coordination Grand Est et son réseau de partenaires souhaitent renouveler leur dérogation globale pour 3 ans, afin de poursuivre le travail réalisé sur le sujet depuis 2018. A l'occasion de ce renouvellement, elle a travaillé à la complétude et la mise à jour des documents du protocole, riche de son expérience acquise depuis 7 ans.

## La biologie de l'espèce visée

La cigogne blanche est un grand oiseau pouvant peser jusqu'à 4 kg, mesurer environ 1,20 m de haut et atteindre une envergure de 1,50 m. En raison de sa taille, elle a besoin d'espaces dégagés autour de son nid pour pouvoir décoller et atterrir aisément. Très fidèle à ses sites de nidification et d'hivernage, elle peut vivre jusqu'à 25 ans, bien que son espérance de vie moyenne se situe entre 8 et 10 ans.

### ➤ La nidification

La période de nidification de la cigogne blanche s'étend de mars à août. La femelle pond généralement entre 3 et 5 œufs. L'incubation débute dès le premier ou le deuxième œuf, ce qui entraîne des éclosions échelonnées. Les deux parents assurent la couvaison — la femelle la nuit et le couple en journée — pendant environ 34 jours. Les oisillons sont nourris par régurgitation. Ils quittent le nid au bout de 8 à 9 semaines, mais restent encore dépendants des parents entre 7 et 20 jours après leur premier envol.

### ➤ La migration

Bien que certaines cigognes puissent rester sur place toute l'année si les ressources alimentaires sont suffisantes, la plupart migrent en hiver. Celles vivant en France empruntent la voie migratoire occidentale, s'arrêtant dans le sud du pays, en Espagne, au Portugal, ou poursuivant jusqu'en Afrique. Les jeunes de l'année entament leur migration dès le mois d'août, suivis des adultes jusqu'à la mi-septembre.

Les cigognes d'Alsace regagnent leurs sites de nidification vers février, voire dès janvier si elles ont hiverné localement. En règle générale, les mâles arrivent avant les femelles sur les lieux de reproduction.

### ➤ Le territoire et le nid

Pour se nourrir, la cigogne blanche privilégie des milieux ouverts comme les pâtures, cultures, prairies humides ou vergers. Pour nicher, elle choisit des structures élevées et accessibles telles que les toits de bâtiments, les clochers, les pylônes électriques ou les grands arbres. Elle installe son nid sur l'endroit le plus haut et dégagé. La cigogne niche volontiers en colonie mais aussi de façon isolée.

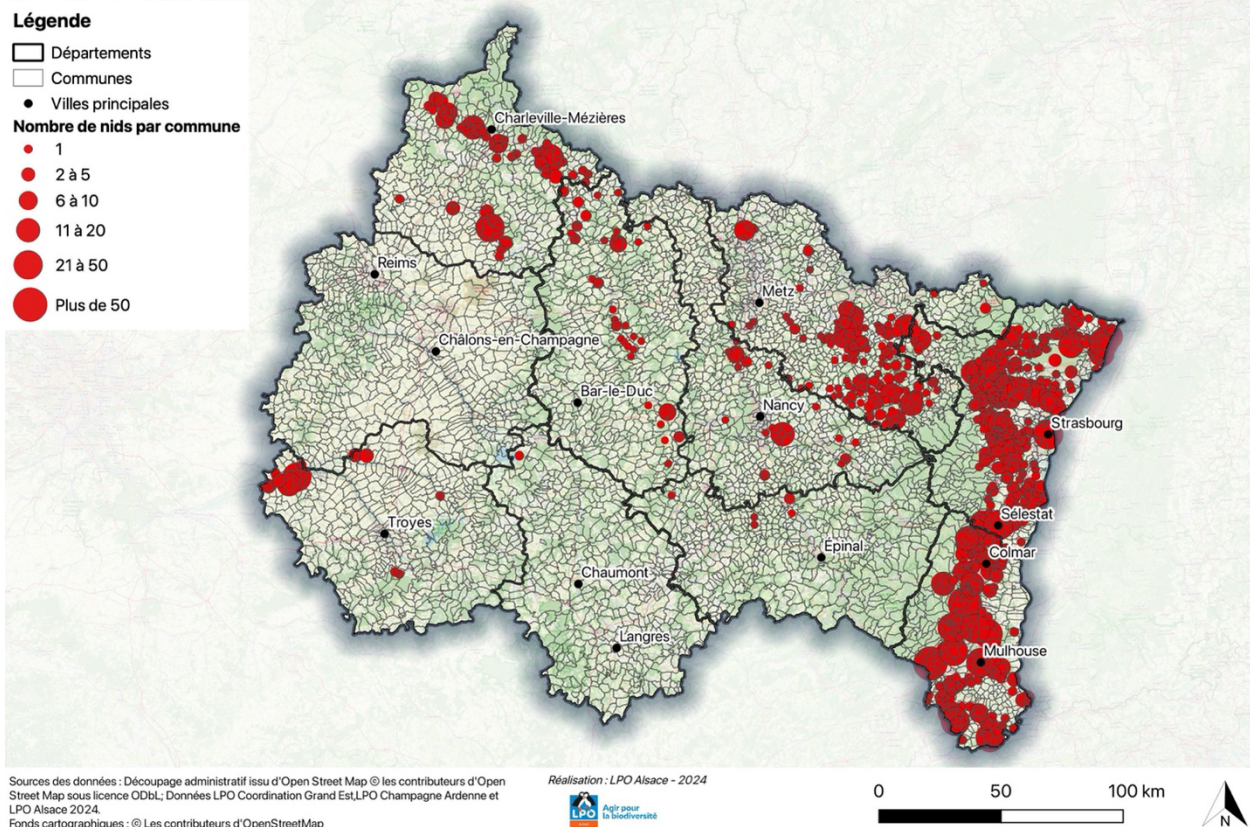
Le nid, fait de branchages récupérés à proximité, est souvent réutilisé chaque année par le même couple, qui l'agrandit à chaque printemps. Neuf, il mesure environ 80 cm de diamètre et 30 à 40 cm d'épaisseur, mais après plusieurs années d'utilisation, il peut atteindre jusqu'à 1,50 m de diamètre, 2,50 m d'épaisseur, et peser jusqu'à 500kg.

### ➤ Les effectifs

Selon le recensement de 2024 organisé par le réseau LPO Coordination Grand Est, 2 690 couples de cigognes blanches nichaient dans la région Grand Est, répartis comme suit :

- 1 634 couples pour l'ex-Alsace (contre 1 419 en 2021),
- 840 couples pour l'ex-Lorraine (contre 624 en 2021),
- 216 couples pour l'ex-Champagne-Ardenne (contre 127 en 2021).

À titre de comparaison, seuls 291 couples étaient recensés dans les années 2000. En 24 ans, les effectifs ont ainsi été multipliés par 9,2.



## Le statut de l'espèce visée

La Cigogne blanche bénéficie d'une protection totale sur le territoire français par l'article L. 411-1 du Code de l'environnement et notamment l'Arrêté Ministériel du 29 octobre 2009 qui fixe la liste des oiseaux protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection. Elle est aussi inscrite à l'annexe I de la Directive Oiseaux de l'Union Européenne.

Il est donc interdit, entre autres, de détruire, mutiler, capturer, transporter, perturber intentionnellement les individus, ainsi que de détruire ou d'enlever les œufs, mais aussi de détruire, altérer ou dégrader leur habitat. Dans ce cadre, et hors dérogation, chaque sollicitation pour une intervention sur un nid doit faire l'objet d'une demande de dérogation individuelle relative aux espèces protégées, instruite par la DREAL Grand Est.

02

## L'identité du bénéficiaire

### Présentation du réseau LPO Grand Est et de ses partenaires

Le bénéficiaire de la dérogation est la Ligue pour la Protection des Oiseaux – Coordination Grand Est, dont le pilotage est assuré par la LPO Alsace.

Créée le 3 décembre 2016, la LPO Coordination Grand Est regroupe les associations LPO actives sur l'ensemble du territoire régional : la LPO Alsace, la LPO Champagne-Ardenne (en partenariat étroit avec l'association RENARD dans les Ardennes), ainsi que les LPO Meurthe-et-Moselle, Meuse

et Moselle. Elle collabore également avec l'association Cigognes du Grand Est sur le territoire lorrain.

Un service de Médiation Faune Sauvage (MFS) est mis en œuvre par les trois antennes LPO en Alsace, Lorraine et Champagne-Ardenne. Ce service a pour mission de répondre aux diverses sollicitations liées à la faune sauvage. Les demandes peuvent concerner :

- Des informations sur la biologie ou le comportement des espèces,
- Des problèmes de cohabitation (peurs, nuisances, salissures, bruit...), pouvant aller jusqu'à des intentions de destruction,
- Des signalements de destruction d'habitats naturels.

Les réponses apportées poursuivent alors plusieurs objectifs :

- ✓ Proposer des solutions durables aux conflits de cohabitation avec la faune sauvage, en privilégiant des alternatives écologiques, efficaces et pérennes afin d'éviter la destruction des animaux.
- ✓ Sensibiliser, informer et éduquer le public à la présence de la petite faune sauvage en milieu urbain, en valorisant cette « nature de proximité ».

En complément de ce dispositif, la LPO Alsace et la LPO Champagne-Ardenne prennent également en charge les demandes en lien avec les animaux sauvages en détresse : la LPO Alsace dispose d'un centre de soins dédié, tandis que la LPO Champagne-Ardenne collabore avec le centre de soins du CSFL. Cette prise en charge permet d'agir concrètement en faveur des espèces blessées ou en difficulté, notamment durant les périodes sensibles de reproduction et d'émancipation, lorsque les jeunes animaux sont particulièrement vulnérables aux dérangements ou aux intempéries. Chaque année, de nombreux oiseaux sont ainsi recueillis et soignés.

De manière générale, les demandes proviennent majoritairement de particuliers, mais elles sont également émises par d'autres associations, des collectivités territoriales et des entreprises publiques et privées.

## Les coordonnées des structures

Voici les coordonnées complètes de chaque structure :

### ➤ En Alsace

#### Structure référente

LPO Alsace

1 Rue du Wisch – 67560 ROSENWILLER

Mail : alsace@lpo.fr / Tél. : 03.88.22.07.35

Personnes référentes : Emilie ETIENNE – Noam PINTUS

Mail : emilie.etienne@lpo.fr – noam.pintus@lpo.fr / Ligne directe. : 06.08.27.51.88

#### Centres de sauvegarde pour la faune sauvage

- ✓ LPO Alsace

1 Rue du Wisch – 67560 ROSENWILLER

Tél. : 03.88.22.07.35 / Mail : alsace@lpo.fr

- ✓ GORNA (Groupement Ornithologique du Refuge Nord-Alsace)

Maison Forestière du Loosthal – 67330 NEUWILLER-LES-SAVERNE

Tél. : 03.88.01.48.00 / Mail : faunesauvage@gorna.fr

## ➤ En Lorraine

### Structure référente

LPO Coordination Grand Est

22 Rue du Général Maistre – 52100 SAINT-DIZIER

Bureaux : 10 Rue de l'Atrie – 54000 NANCY

Mail : [coordination.grandest@lpo.fr](mailto:coordination.grandest@lpo.fr)

Personne référente : Margaux KRIEGEL

Mail : [margaux.kriegel@lpo.fr](mailto:margaux.kriegel@lpo.fr) / Ligne directe : 06.35.18.21.41

### Structures partenaires

- LPO Meurthe-et-Moselle  
10 Rue de l'Atrie – 54000 NANCY  
Mail : [meurthe-et-moselle.meuse.vosges@lpo.fr](mailto:meurthe-et-moselle.meuse.vosges@lpo.fr) / Tél : 07.68.66.44.15  
Bénévole référent : Jean-Yves MOITROT  
Mail : [jy.moitrot@laposte.net](mailto:jy.moitrot@laposte.net)  
Bénévole référent Meuse : Dominique LANDRAGIN  
Mail : [dom.oiseaux@orange.fr](mailto:dom.oiseaux@orange.fr)
- Cigognes du Grand Est  
Contact référent : Dominique KLEIN  
Mail : [cigogne57@hotmail.fr](mailto:cigogne57@hotmail.fr) / Tél : 06.32.46.01.32

### Centre de sauvegarde pour la faune sauvage

- ✓ Centre de Sauvegarde de la Faune Lorraine (CSFL)  
Site du Jardin Nature, Route D130 – 54910 VALLEROY  
Tél. : 09.70.57.30.30 / Mail : [contact@csfl.fr](mailto:contact@csfl.fr)

## ➤ En Champagne-Ardenne

### Structure référente

LPO Champagne-Ardenne

Der Nature, Ferme des Grands Parts, D 13 – 51290 OUTINES

Mail : [champagne-ardenne@lpo.fr](mailto:champagne-ardenne@lpo.fr) / Tél. : 03.26.72.54.47

Personne référente : Julia D'ORCHYMONT

Mail : [julia.dorchymont@lpo.fr](mailto:julia.dorchymont@lpo.fr)

### Structure partenaire :

- Association ReNArd (Regroupement des Naturalistes Ardennais)  
3 Grand Rue - 08430 POIX-TERRON  
Mail : [contact@renard-asso.org](mailto:contact@renard-asso.org) / Tél. : 03.24.33.54.23

### Centres de sauvegarde pour la faune sauvage

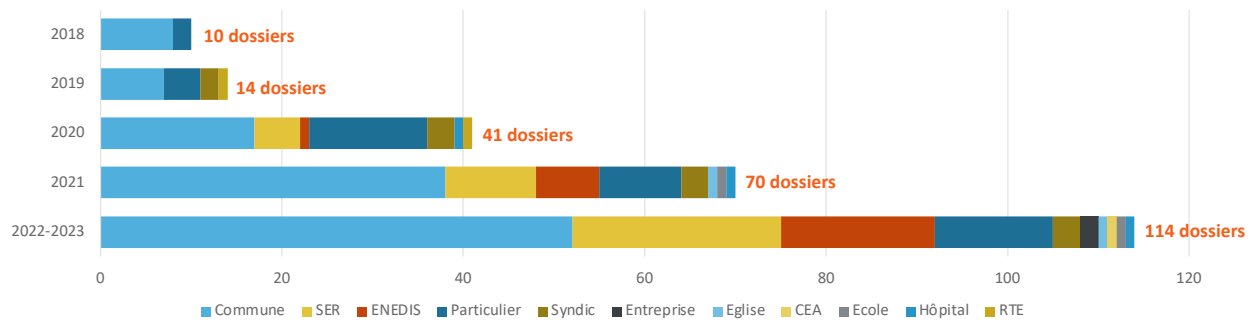
- ✓ Centre de soins pour la faune sauvage du Sud Champagne – CPIE du Sud Champagne  
Domaine Saint Victor – 10200 SOULAINES-DHUYS  
Tél. : 03.25.92.56.02 / Mail : [contact@cpiesudchampagne.fr](mailto:contact@cpiesudchampagne.fr)

## Synthèse du travail déjà réalisé

En Alsace, le nombre de dossiers traités a été multiplié par 10 depuis la première dérogation globale créée en 2018, passant de 10 dossiers traités en 2018 à 101 dossiers sur la saison 2023-2024.

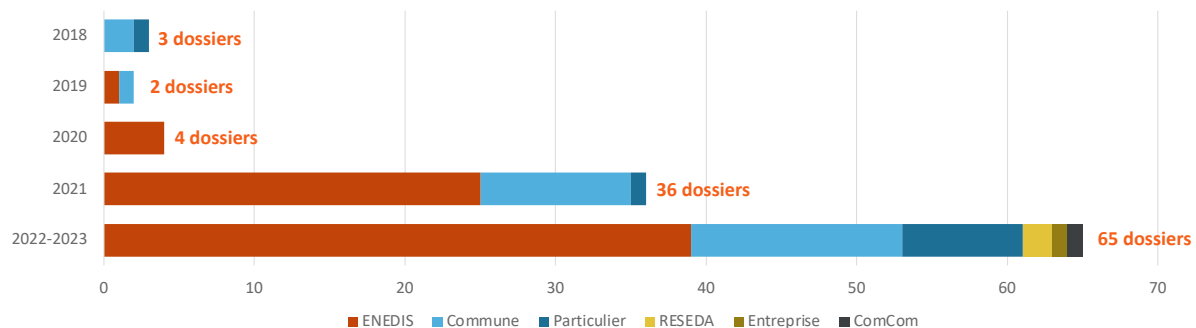


L'évolution du nombre de dossiers traités depuis 2018 en Alsace



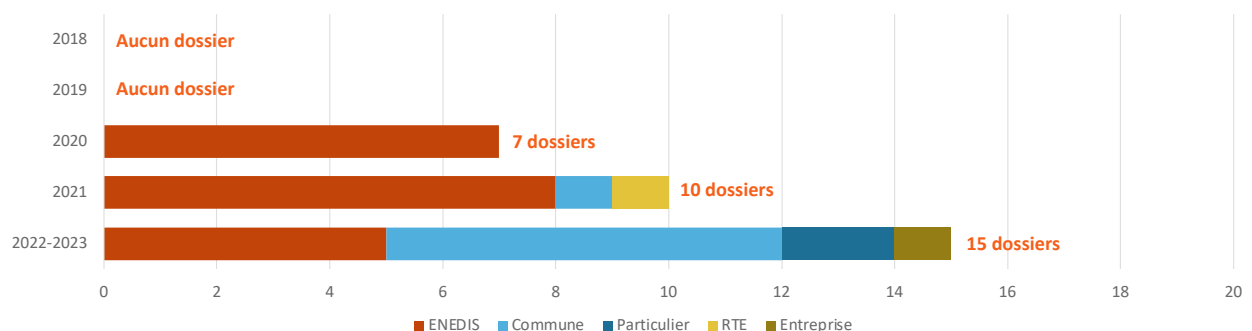
En Lorraine, le nombre de dossiers traités a été multiplié par 25 depuis la première dérogation globale créée en 2018, passant de 3 dossiers traités en 2018 à 78 dossiers sur la saison 2023-2024.

L'évolution du nombre de dossiers traités depuis 2018 en Lorraine



En Champagne-Ardenne, le nombre de dossiers traités a augmenté avec une quinzaine de dossiers sur la saison 2023-2024 alors qu'il n'y avait aucune demande les premières années.

L'évolution du nombre de dossiers traités depuis 2018 en Champagne-Ardenne



Les bilans des dossiers traités dans le cadre de la dérogation accordée à la LPO Coordination Grand Est sont joints à cette demande.

## 03 La dérogation

Pour l'espèce Cigogne blanche (*Ciconia ciconia*) et dans les conditions précisées dans ce document, les dérogations sont demandées pour une interdiction aux :

- Capture, transport, détention et relâcher de spécimens ;

- Enlèvement et déplacement de nids ;
- Destruction, altération, dégradation de nids et des sites de reproduction ou des aires de repos.

À ce titre, veuillez trouver ci-joints les documents suivants :

- CERFA n°13614\*01
- CERFA n°13616\*01
- CERFA n°11629\*02

## La quantité

La quantité de dossiers à traiter par la LPO Coordination Grand Est n'est pas définie mais se limitera aux moyens humains et financiers des structures référentes de chaque secteur. Une priorité de traitement sera faite aux situations considérées comme les plus à risque ou dangereuses.

## La localisation

La LPO Coordination Grand Est prendra en charge les demandes provenant des départements suivants de la région Grand Est :

- En Alsace : Bas-Rhin (67) et Haut-Rhin (68).
- En Lorraine : Meurthe-et-Moselle (54), Meuse (55), Moselle (57) et Vosges (88).
- En Champagne-Ardenne : Ardennes (08), Aube (10), Marne (51) et Haute-Marne (52).

Dans les dérogations précédemment obtenues par la LPO Coordination Grand Est, les demandes issues de particuliers et communes au niveau du département du Haut-Rhin (68) restaient gérées directement par la DREAL Grand-Est, via le Conseil Départemental du Haut-Rhin. Dans cette nouvelle demande de dérogation, la LPO Coordination Grand Est récupèrera donc la gestion de ces demandes pour avoir une intervention homogène sur le territoire du Grand Est.

## La durée de validité

La demande est sollicitée pour trois années, à savoir à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2025 et jusqu'au 31 décembre 2027.

## L'applicabilité

La présente dérogation permettra à la LPO Coordination Grand Est de prendre en charge les demandes provenant des :

- Particuliers,
- Municipalités,
- Entreprises publiques et privées hors réseau électrique,
- Entreprises gestionnaires du transport et de la distribution d'électricité, **sous réserve de signature d'une convention avec la LPO référente du territoire concerné :**
  - ENEDIS
  - RTE
  - Strasbourg Électricité Réseaux
  - Usines Municipales d'Erstein
  - RESEDA

## Les conditions et le contenu

La présente demande de dérogation vise exclusivement à permettre des interventions urgentes destinées à garantir la sécurité des personnes et des biens, à prévenir les dommages matériels, ou encore à assurer la protection des spécimens. Dans ce cadre, la LPO Coordination Grand Est et son réseau de partenaires, interviendront à titre d'expert en ornithologie, et apporteront des conseils techniques pour les interventions, ainsi que pour la conception de dispositifs de protection ou de compensation adaptés.

La DREAL Grand Est assurera la supervision des dossiers : elle pourra intervenir en cas de difficulté, exigera un compte-rendu pour chaque situation traitée, et demeurera l'autorité compétente pour tous les aspects réglementaires.

Comme prévu dans la précédente dérogation, deux protocoles distincts seront appliqués selon la nature de la situation :

- Le « **Protocole Réseau électrique** » qui s'applique aux problématiques concernant les installations électriques (risque de dommages aux installations et de pannes électriques). Les demandes sont réalisées systématiquement par les gestionnaires de distribution et de transport d'électricité.
- Le « **Protocole Général** » qui s'applique à toutes les autres problématiques en lien avec un nid de Cigogne blanche. Les demandeurs peuvent alors être divers : particuliers, municipalités, entreprises publiques et privés hors réseau électrique.

Les deux protocoles, annexés à ce dossier, précisent les modalités de traitement et les conditions d'intervention. Si une situation ne relève d'aucun des deux protocoles définis, une demande de dérogation complète devra être adressée directement à la DREAL Grand Est pour instruction.

Concernant l'évaluation du niveau de dangerosité de la situation :

- Pour les interventions sur le réseau électrique, cette évaluation relève de la responsabilité du gestionnaire concerné, qui devra la justifier auprès du référent LPO.
- Pour toute autre demande, une attestation de dangerosité devra être fournie par le demandeur.

Dans tous les cas, la LPO Coordination Grand Est n'est pas habilitée à se prononcer sur le degré de dangerosité de la situation et ne pourra en aucun cas être tenu pour responsable en cas d'incident.

Concernant les interventions sur les nids et leur aspect financier, celles-ci ne seront pas à la charge ou réalisées par la LPO Coordination Grand Est. Cet aspect technique sera à la charge du demandeur et réalisé par celui-ci ou par l'entreprise de son choix qu'il aura mandatée. En revanche, la LPO Coordination Grand Est pourra apporter des conseils techniques ainsi que donner les coordonnées d'entreprises compétentes.



## Méthodologie de travail

---

La LPO Coordination Grand Est, ainsi mandatée par la DREAL Grand Est, s'engage à traiter chaque demande de la manière suivante :

1. Vérifier que la situation entre dans le cadre du protocole visé, en exigeant au demandeur les éléments suivants : des photos, la localisation précise et la problématique identifiée.



2. Demander une évaluation de la dangerosité au gestionnaire du réseau électrique ou, pour les autres demandeurs, une attestation de dangerosité en lien avec la problématique.
3. Apporter des conseils pour la mise en place de la mesure compensatoire et du système de protection « anti-retour », puis valider ces mesures avec le demandeur.
4. Remplir et envoyer au demandeur pour signature, l'accord d'intervention, en reprenant les caractéristiques de la situation et détaillant les conditions d'intervention.
5. Renvoyer l'accord d'intervention signé par le référent LPO avant la date d'intervention.
6. Récupérer les photos attestant des interventions et de la bonne mise en place des mesures obligatoires.
7. Réaliser une fiche de suivi reprenant les éléments du dossier pour le bilan de la DREAL Grand Est.

La LPO Coordination Grand Est s'engage à respecter la réglementation. Pour cela, elle appliquera les règles suivantes :

- La destruction du nid problématique devra intervenir de préférence, en dehors de la période légale de reproduction des cigognes, c'est-à-dire entre le 1<sup>er</sup> septembre et le 1<sup>er</sup> mars ;
- Sauf cas particuliers (prévus par le protocole), aucune destruction ne devra être réalisée si des œufs ou des jeunes sont présents dans le nid ;
- Si des œufs ou des jeunes sont présents au moment d'une intervention autorisée, ceux-ci devront être déposés dans un centre de sauvegarde pour la faune sauvage ;
- Sauf cas particuliers prévus par le protocole ou validés par la DREAL Grand Est, chaque action de destruction d'un nid fera l'objet d'une mesure de compensation ;
- Un système « anti-retour » devra également être installé afin d'empêcher toute reconstruction à l'endroit où le nid détruit était installé initialement ;
- En cas de doute sur l'application du protocole, la LPO Coordination Grand Est devra se référer à la DREAL Grand Est ou demander la constitution d'un dossier par le demandeur directement auprès de la DREAL Grand Est.

## 05 Mesures d'évitement, de réduction et de compensation de l'impact sur l'espèce

---

### Mesures d'évitement

Sauf en cas d'urgence absolue, toute intervention sur un nid de cigognes ou son support devra se faire de septembre à mars, c'est-à-dire en-dehors de la période de reproduction de ces oiseaux. Le bon déroulement de leur cycle biologique n'en sera ainsi pas impacté.

### Mesures de réduction d'impact

Ce type de mesures intervient lorsque le lieu du nid n'est pas problématique et que des aménagements sur le support initial sont suffisants pour résoudre la problématique présente. Les interventions concernées sont notamment la réduction du nid et le renforcement du support, c'est-à-dire l'ajout d'une corbeille sur le support.

Les aspects techniques de telles interventions devront être étudiés par un professionnel ayant connaissance des possibilités qu'offre le support sur lequel se trouve le nid.

## Mesures de compensation d'impact

Sauf exceptions, toute destruction de nid devra être compensée par la mise en place d'une corbeille spécialement adaptée à l'espèce, respectant les recommandations de la LPO Coordination Grand Est. La « Fiche technique – Mesure compensatoire » du protocole regroupe toutes les préconisations à suivre par le demandeur.

Un nid de cigogne ayant toujours vocation à grandir, la LPO Coordination Grand Est rappellera systématiquement au demandeur ou au propriétaire du site, qu'un entretien (rabotage) de la corbeille devra nécessairement être réalisé au bout de quelques années.

La compensation de la destruction ne sera pas systématique dans les cas de figure suivants :

### ➤ Les évènements extérieurs

- Lorsque la disparition du nid est liée à une cause naturelle qui ne résulte pas d'une action humaine visant sa destruction :
  - Un arbre malade/mort supportant un nid qui doit être abattu ou coupé pour une question de sécurité.
  - Une tempête ou de violentes averses qui ont fait chuter un nid.
- Lorsque qu'il s'agit d'un évènement extérieur qui ne résulte pas d'une action humaine visant sa destruction : un court-circuit sur un poteau électrique qui a entraîné l'incendie du nid, l'effondrement du support sur lequel se trouvait le nid (bâtiment, mât...).

### ➤ L'étendue de la population sur le territoire

Compte-tenu du fait que dans certains secteurs, la population de Cigogne blanche est d'une densité importante, les mesures de compensations pourront être prévues telles que ci-dessous, sans que cela ne nuise au maintien de la population dans un état de conservation favorable et à condition que tous les autres éléments du protocole soient respectés :

- En Alsace et en Lorraine, la création d'un nid de substitution ne sera pas obligatoire lorsque :
  - ✓ Un nid ou une corbeille pour cigogne fonctionnelle n'est pas occupé dans le périmètre géographique proche.
  - ✓ Des arbres dont la forme permettrait la construction de nids naturels sont présents dans le périmètre géographique proche
- Sur tout le Grand Est, la mesure compensatoire ne sera pas obligatoire pour les communes identifiées comme étant dans un secteur à forte densité par la LPO Coordination Grand Est et la DREAL Grand Est. Cette obligation pourra également être retirée sur décision de la DREAL Grand Est. Par ailleurs, cette dernière pourra être sollicitée en cas de non-accord entre le demandeur et la LPO Coordination Grand Est.



## Le suivi des dossiers traités

Une fiche de suivi (modèle joint à ce dossier) sera complétée par le référent LPO en charge du dossier, puis sera transmis à la DREAL Grand Est en tant que compte-rendu, à l'occasion de la transmission du bilan annuel.

Dans les années qui suivent, la LPO Coordination Grand Est effectuera, dans la mesure du possible, un suivi des cas traités en reprenant contact avec les demandeurs pour s'assurer que :

- ✓ Les cigognes n'ont pas reconstruit de nid à l'endroit problématique ;
- ✓ La mesure compensatoire est adaptée et utilisée par les cigognes.

Pièces-jointes :

- Document CERFA n°13614\*01 : destruction, altération, dégradation des sites de reproduction
- Document CERFA n°13616\*01 : capture, destruction, perturbation d'individus
- Document CERFA n°11629\*02 : transport
- Protocole Général d'intervention pour les nids problématiques de Cigogne blanche
- Protocole Réseau Électrique d'intervention pour les nids problématiques de Cigogne blanche
- Fiche de Suivi – Protocole Général
- Fiche de Suivi – Protocole Réseau Électrique
- Accord d'intervention – Protocole Général
- Accord d'intervention – Protocole Réseau Électrique
- Conventions entre les structures LPO et les gestionnaires de distribution et de transport d'électricité